

1 – PRESCRIPTIONS MENTIONNEES DANS L'AVIS DE LA DDT DE L'ARDECHE, SERVICE ENVIRONNEMENT POLE FORET

Ces prescriptions sont mentionnées dans l'article 1 de l'arrêté autorisant l'extension du camping le 26 janvier 2017. Elles étaient annexées à l'arrêté de 2017. Nous vous joignons ce document en annexe de la présente note complémentaire.

Cf. en annexe de cette note : Avis de la DDT de l'Ardèche, service environnement pôle forêt joint à l'arrêté du 26 janvier 2017.

2 – PRISE EN COMPTE DU RISQUE INCENDIE/FEU DE FORET

Le camping l'Ombrage respecte les OLD (Obligations Légales de Débroussaillage) en Ardèche : réduire la masse de végétaux dans une zone de 50 mètres autour des bâtiments ou autre équipement.

En effet, le propriétaire du camping débroussaille scrupuleusement tous les ans les abords du camping et en particulier la zone à proximité des mobil homes afin d'être conforme en matière de lutte incendie :

- Débroussaillage de part et d'autre des voiries.
- Débroussaillage en permanence des emplacements mis à la disposition des campeurs, pendant la durée d'ouverture.
- Elagage des arbres sur une hauteur minimum de 2 m à l'intérieur de l'emprise et dans un périmètre de 50 mètres autour.
- Mise à disposition d'une trousse de secours de première urgence à l'accueil du camping.
- Affichage du numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers et de l'emplacement du poste téléphonique le plus proche.

L'intégralité de la partie campable est ainsi nettoyée jusqu'à 2 mètres du sol : pas de broussaille, pas de branche au sol, tous les troncs sont "propres" sur 2 mètres de hauteur minimum.

Le camping possède 9 extincteurs contrôlés annuellement (société LSI "La Sécurité Incendie") et répartis dans l'ensemble du camping, les locaux et les allées.



*Un des extincteurs présents dans l'enceinte du camping au niveau des emplacements à régulariser
(cliché IATE du 22/04/2025)*

Le camping dispose en outre d'une réserve d'eau de 140 m³ avec la piscine, présente au centre du camping, et accessible par pompage (validé par les pompiers). Compte tenu de la configuration du camping et de la localisation de la piscine, cette réserve d'eau est bien distante de 200 mètres au maximum du projet à défendre par les voies de communication. La piscine est maintenue en eau en permanence.

L'accès aux services de secours est règlementaire (respect des recommandations du SDIS concernant l'adaptation des voiries internes du camping à la circulation des pompiers).

Le camping dispose ainsi d'une réserve d'eau > 120 m³ au sein même du camping, de 9 extincteurs aux normes et il existe un poteau incendie à 400m sur la RD 559 au sud-est du camping.

Le camping l'Ombage prend donc bien en compte le risque d'incendie de forêt et dispose des moyens de lutte contre l'incendie adéquats (hydrants et accès).

ANNEXE :

AVIS DE LA DDT, SERVICE ENVIRONNEMENT POLE FORET JOINT A L'ARRETE DU 26 JANVIER 2017 QUI ACCORDE UN PERMIS D'AMENAGER AU CAMPING L'OMBRAGE POUR L'EXPLOITATION DE 71 EMBLEMENTS



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDECHE

Direction départementale
des territoires

Service environnement
Pôle Nature
Unité Forêt

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES
GORGES DE L'ARDECHE
Quartier Ratière
07120 VALLON PONT D'ARC

Affaire suivie par : Daniel LEYNAUD
Tél : 04.75.66.70.66
daniel.leynaud@ardeche.gouv.fr



Privas, le 13 janvier 2017

Objet : Avis sur demande de Permis d'aménager n° 00712616G0001 sollicité par SARL BAYA sur la commune de LAGORCE.

En référence à votre bordereau d'envoi en date du 5 janvier 2017, je vous prie de trouver ci-dessous l'analyse de mes services relative au risque d'incendie de forêt et à la réglementation sur le défrichement concernant la parcelle section H numéro 1552 située sur la commune de LAGORCE .

Je vous rappelle les termes de la stratégie départementale sur le risque incendie et l'urbanisme élaborée entre les services de la DDT et du SDIS :

- l'équipement de la zone en voie d'accès et en hydrants conformes aux normes en matière de lutte contre les incendies est un préalable indispensable pour envisager l'urbanisation d'un terrain,
- si la parcelle est entièrement incluse dans un espace boisé, l'urbanisation est à proscrire,
- si la parcelle dispose au moins d'un côté contigu à un espace non boisé, l'urbanisation est envisageable à condition que l'ensemble de la parcelle soit déboisé.

Le projet concerné est situé en limite d'un massif forestier et en continuité importante avec une zone agricole.


La parcelle concernée est déjà aménagée en terrain de camping et le projet consiste à y implanter 6 emplacements supplémentaire sans en augmenter l'emprise spatiale. Côtés Nord, Sud et Ouest se trouvent des peuplements forestiers constitués de taillis de chênes sur un sous bois de diverses végétations méditerranéennes, ronces et broussailles présentant un fort potentiel d'inflammabilité et de propagation du feu.

Ce projet est donc soumis à un **risque d'incendie de forêt fort**.

D'autre part, je vous informe que ce projet **n'est pas soumis à autorisation au titre de la réglementation sur le défrichement**.

J'émet un **avis favorable** à l'urbanisation de ce terrain **sous réserve** que les moyens de lutte contre l'incendie adéquats soient disponibles à proximité (hydrants et accès).

Au-delà des mesures à mettre en place (cf. analyse ci-dessus), il convient d'attirer l'attention du pétitionnaire sur les risques afférents aux incendies de forêts et en particulier sur la nécessité de procéder régulièrement au débroussaillage réglementaire obligatoire sur 50 m autour des habitations ou installations conformément aux dispositions du Code Forestier (article L.322-3).

Le Responsable du Pôle Nature

Christian DENIS

PJ : un dossier en retour